

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



**CONVENTION D'APPLICATION**  
**EN MATIERE DE COOPERATION DANS LES DOMAINES DE LA**  
**FORMATION SUPERIEURE**  
**ENTRE L'ECOLE SUPERIEURE**  
**D'ADMINISTRATION MILITAIRE/2 RM**  
**ET L'UNIVERSITE DJILALI LIABES-SIDI BEL ABBES**

**-MAI 2017 -**

**CONVENTION D'APPLICATION  
EN MATIERE DE COOPERATION DANS LES DOMAINES DE LA FORMATION SUPERIEURE**

**ENTRE**

**L'ECOLE SUPERIEURE D'ADMINISTRATION MILITAIRE /2 RM**

**ET**

**L'UNIVERSITE DJILALI LIABES-SIDI BEL ABBES**

-Vu le décret présidentiel N° 11-23 du 17 Avril 2011 relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur les établissements de la formation supérieure de l'ANP ;

-Vu le décret exécutif n° 12-272 du 8 Chaabane 1433 correspondant au 28 juin 2012 modifiant et complétant le décret exécutif n°89-141 du 1er aout 1989 portant création de l'université de Sidi Bel Abbes;

-Vu la convention-cadre de coopération scientifique et technique entre le Ministère de la défense nationale et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, signée le 13 aout 1995, notamment son article 12 et l'alinéa premier de son article 13.

**PREAMBULE**

-Considérant l'ensemble des textes réglementaires régissant la formation supérieure entre le Ministère de la défense nationale et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

-Conscients de la diversité et de la complexité de l'enseignement supérieur ;

-Convaincus de la nécessité d'assurer la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur afin de répondre à l'harmonisation du système national de formation supérieure;

-Désireux de promouvoir, d'affermir et de développer la coopération dans les domaines de la formation supérieure.



**Sont convenus de ce qui suit :**

**Chapitre premier  
Objet et cadre règlementaire**

**Article 1** : la présente convention d'application en matière de coopération dans les domaines de la formation supérieure a pour objet la mise en œuvre de la convention-cadre de coopération scientifique et technique du 13 aout 1995, susvisée, entre **L'ECOLE SUPERIEURE D'ADMINISTRATION MILITAIRE /2 RM ET L'UNIVERSITE DJILALI LIABES-SIDI BEL ABBES**, ci-après désignés séparément « la partie », et « conjointement » les Parties.

**Article 2**: La coopération envisagée s'inscrit dans le respect des réglementations respectives des Parties et des textes réglementaires régissant la formation supérieure entre elles.

**Chapitre 2  
Domaines de coopération**

**Article 3** : les domaines de coopération envisagés concernent des actions conjointes et concertées entre les Parties, notamment :

- L'examen des offres de formation ;
- La participation aux conseils scientifiques et aux jurys de soutenance des projets de fin d'études ;
- L'échange entre les Parties d'enseignants chercheurs ;
- Facilitation de l'autorisation d'enseigner pour ceux qui désirent travailler à l'Ecole Supérieure d'Administration Militaire/2°RM ;
- Permettre aux enseignants universitaires désireux de se détacher en qualité d'enseignants chercheurs au niveau de l'ESAM ;
- L'échange d'enseignants visiteurs nationaux et étrangers invités dans le cadre des différents programmes de formation ;
- L'encadrement des stagiaires de chaque partie durant les projets de fin d'études ;

- La planification de stages pratiques pour les officiers et élèves officiers stagiaires de l'Ecole Supérieure D'administration Militaire/2°RM au niveau de la faculté des sciences économiques, sciences de gestion et des sciences commerciales, la faculté de droits et des sciences politiques, la faculté des langues étrangères et la faculté des sciences de la nature et de la vie ;
- L'échange des documents scientifiques et pédagogiques ;
- La valorisation des connaissances et des compétences scientifiques et pédagogiques constituées;
- L'élaboration des cahiers de charges relatifs à l'acquisition des moyens pédagogiques ;
- L'organisation de séminaires, de conférences et de visites des établissements de formation ;
- L'accès aux bibliothèques;
- Faciliter l'accès et l'adhésion aux labos de recherche selon le domaine de spécialité ;
- L'engagement de l'administration et des laboratoires de recherches d'adopter, de superviser et d'accompagner les projets de recherche, et les offres de formation Master et Doctorat proposés par l'Ecole Supérieure d'Administration Militaire au niveau des instances régionales et nationales.
- Porter assistance à l'Ecole Supérieure d'Administration Militaire/2°RM, en matière de mise en place d'une bibliothèque, le cas échéant, de lui fournir la documentation susceptible d'améliorer la qualité de la formation ;
- L'organisation de stages pédagogiques en matière de formation continue des cadres ;
- La possibilité d'intégration d'enseignants chercheurs de chaque partie au sein d'équipes chargées de travaux d'études scientifiques et techniques ;
- la prestation de biens et services liés aux domaines de la formation supérieure ;
- Offrir du consulting à l'Ecole Supérieure d'Administration Militaire dans les domaines de la formation et de la recherche scientifique ;
- Possibilité de former des équipes mixtes des deux parties dans les domaines cités dans la convention selon la spécialité ;
- Toute action liée à la formation supérieure dont conviendraient les parties.



### Chapitre 3

#### Modalité de mise en œuvre

**Article 4 :** les actions citées à l'article 3 ci-dessus sont initiées en relation avec les structures habilitées des tutelles respectives des Parties.

**Article 5:** les Parties conviennent de désigner un groupe ad hoc mixte, chargé d'identifier les actions d'intérêt commun, susceptibles d'être mises en œuvre conjointement, de proposer les actions y afférentes, de faire leur suivi et leur évaluation. La liste nominative du groupe ad hoc mixte est fixée par voie de décision signée conjointement par les parties signataires de la présente convention.

Le groupe ad hoc mixte est coprésidé par deux représentants respectifs, désignés par les Parties.

**Article 6:** le groupe ad hoc mixte se réunit en sessions ordinaires de coordination, selon un planning fixé d'un commun accord.

Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu sur demande de l'une ou l'autre Partie.

**Article 7:** Les délibérations du groupe ad hoc mixte sont consignées dans les procès-verbaux des sessions, signés par l'ensemble de ses membres ayant participé aux séances.

**Article 8:** les procès-verbaux sont adressés aux tutelles respectives des parties dans les quinze (15) jours suivant la réunion, pour approbation.

**Article 9:** le groupe ad hoc mixte adopte son règlement intérieur lors de ses premières séances.

**Article 10:** la mise en œuvre des actions citées à l'article 3 ci-dessus, peut faire, selon le cas, l'objet de contrats entre les parties.

Le contrat comprend les spécifications relatives aux objectifs à atteindre ainsi que les contributions respectives des Parties conformément à la réglementation en vigueur.

### Chapitre 4

#### Confidentialité

**Article 11 :** La présente convention est régie par les dispositions réglementaires en vigueur en matière de protection des informations, des documents et d'habilitation des personnels de chaque partie.

**Article 12 :** Toutes informations ou autres données, acquises par les parties ou communiquées par une partie à l'autre à l'occasion des actions engagées, revêtent un caractère confidentiel et ne peuvent être portées à la connaissance de tiers, qu'après accord préalable de l'autre partie.

**Article 13 :** Les parties sont soumises aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour tout ce qui concerne la publication et la propriété intellectuelle.



## **Chapitre 5**

### **Responsabilités**

**Article 14:** Les personnels de chaque partie appelés à suivre ou à mener des actions au sein des structures de l'autre partie sont astreints au respect de leur règlement intérieur.

**Article 15 :** Les matériels mis à la disposition des personnels de l'une des parties dans le cadre d'un contrat spécifique, demeurent la propriété de la partie détentrice des dits équipements sauf si elle en exprime le contraire.

En cas de dommages intentionnels avérés, la partie dont les personnels sont mis en cause supportera la charge des dommages subis conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 16 :** Les facultés des sciences Economiques, de Gestion et des Sciences Commerciales, de Droit et Sciences Politiques, des Langues Etrangères et des sciences de la nature et de la vie s'engagent à porter aide et assistance à la réalisation du programme de formation de l'Ecole supérieure d'Administration Militaire/2°RM et à transmettre les listes des enseignants de la future année scolaire avant **le 30 juin** de chaque année.

**Article 17 :** Les enseignants qui ont l'aval de l'administration des quatre facultés pour enseigner à l'Ecole Supérieure d'Administration Militaire/2°RM, doivent s'engager à achever le programme de formation, en cas d'empêchement, les doyens des quatre facultés doivent les remplacer dans des délais raisonnables.

**Article 18 :** A l'exception des soins de première urgence, chaque partie assurera la couverture de ses personnels en matière d'assurance relative aux accidents et aux maladies professionnelles liées à l'exécution des actions rentrant dans le cadre de la présente convention.

## **Chapitre 6**

### **Résiliation**

**Article 19 :** Chaque partie se réserve le droit de résilier la présente convention, en cas de manquement de l'autre partie à ses obligations telles que définies par la présente convention ou sur instruction des tutelles respectives des parties, en l'informant par écrit au moins trois (03) mois à l'avance.

**Article 20 :** En cas de résiliation, les actions de coopération en cours d'exécution demeurent régies par leurs contrats respectifs, sauf si les parties en conviennent autrement.



## Chapitre 7 Cas de force majeure

**Article 21** : En cas d'évènement qualifié de force majeure qui empêche l'exécution des actions engagées dans le cadre de la présente convention, aucun dommage ne peut être réclamé à la partie ayant subi l'évènement.

Par cas de force majeure, il est entendu un événement à la fois extérieur, imprévisible et irrésistible.

## Chapitre 8 Litiges

**Article 22** : Les Parties conviennent de régler à l'amiable tous les litiges ou différends qui viendraient à survenir au cours de l'exécution des actions initiées dans le cadre de la présente convention.

## Chapitre 9 Entrées en vigueur, validité et renouvellement

**Article 23** : La présente convention, établie en cinq (05) exemplaires originaux en arabe et en français, entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.

Elle est valable pour une durée de cinq (05) ans.

**Article 24** : La présente convention est renouvelable par tacite reconduction, pour la même durée et dans les mêmes termes, sauf si l'une ou l'autre partie, exprime par écrit et à trois (03) mois de la date d'expiration de sa validité, son souhait de la résilier ou de la modifier.

Fait à : Oran, le ..... 22 MAY 2017 .....

Le Recteur de l'Université  
Djilali Liabes – Sidi Bel Abbas



Le Commandant de l'Ecole Supérieure  
d'Administration Militaire/2° RM





# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



إتفاقية تطبيق في مجال التعاون في ميادين التكوين العالي

بين المدرسة العليا للإدارة العسكرية / ن ع 2

و جامعة جيلالي ليابس - سيدي بلعباس

- ماي 2017 -



## الباب الأول

### الموضوع و الإطار القانوني

**المادة الأولى :** تهدف إتفاقية التطبيق هذه الخاصة بمجال التعاون في ميادين التكوين العالي إلى وضع حيز التنفيذ للإتفاقية-الإطار للتعاون العلمي و التقني المؤرخة في 13 أغسطس 1995، المشار إليها أعلاه، بين المدرسة العليا للإدارة العسكرية وجامعة جيلالي ليابس- سيدي بلعباس ،المسميتان فيما يلي انفراداً " الطرف" و إزدواجاً " الطرفين " .

**المادة 2 :** يندرج التعاون المزمع في ظل إحترام قوانين كلا الطرفين و في ظل النصوص القانونية المسيرة للتكوين العالي بينهما.

## الباب الثاني

### ميادين التعاون

**المادة 3:** تخص ميادين التعاون المزمعة، النشاطات المشتركة و المتشاور بشأنها بين الطرفين، لاسيما:

- فحص عروض التكوين؛
- المشاركة في المجالس العلمية و في لجان تقييم أطروحات مشاريع نهاية الدراسة؛
- تبادل الأساتذة الباحثين بين الطرفين؛
- تسهيل منح رخص التدريس للراغبين في التدريس بالمدرسة العليا للإدارة العسكرية / ن ع 2؛
- تسهيل المهمة على الأساتذة الراغبين في الانتداب كأساتذة باحثين بالمدرسة العليا للإدارة العسكرية / ن ع 2؛
- تبادل الأساتذة الزائرين المحليين والأجانب المدعويين في إطار برامج التكوين المختلفة؛
- تأطير متربصي كل طرف خلال مشاريع نهاية الدراسة؛
- برمجة التربصات التطبيقية للطلبة الضباط المتربصين للمدرسة العليا للإدارة العسكرية / ن ع 2 على مستوى كلية العلوم الاقتصادية ،علوم التسيير و العلوم التجارية ، كلية الحقوق و العلوم السياسية ، كلية اللغات الأجنبية و كلية علوم الطبيعة و الحياة؛
- تبادل الوثائق العلمية و البيداغوجية؛

- تثمين المعارف و الكفاءات العلمية و البيداغوجية المنشأة؛
- إعداد دفاتر الشروط الخاصة بإقتناء الوسائل البيداغوجية؛
- تنظيم المنتقيات و المحاضرات و زيارات المؤسسات التكوينية؛
- الدخول إلى المكتبات؛
- تسهيل الدخول و الانضمام إلى مخابر البحث حسب ميدان التخصص؛
- إلتزام الإدارة و مخابر البحث بالاحتضان، الإشراف و التكفل وكذا المرافقة لمشاريع الماستر و الدكتوراه المقترحة من طرف المدرسة العليا للإدارة العسكرية و مرافقتها عبر الهيآت الجهوية و الوطنية؛
- منح تسهيلات للمدرسة العليا للإدارة العسكرية/ ن ع 2 قصد إثراء الرصيد الوثائقي لمكتبتها و تزويدها بكل الوثائق و المراجع الضرورية بهدف تحسين نوعية التكوين؛
- تنظيم تربية بيداغوجية في مجال التكوين المتواصل للإطارات؛
- إمكانية إدماج أساتذة باحثين من كلا الطرفين ضمن فرق مكلفة بأعمال دراسات علمية و تقنية؛
- إسهامات مادية و خدماتية مرتبطة بميادين التكوين العالي؛
- الاستشارة في ميادين التكوين و البحث العلمي؛
- إمكانية تكوين فرق مختلطة من الطرفين في الميادين المتفق عليها حسب التخصص؛
- و كل نشاط مرتبط بالتكوين العالي المتفق عليه من قبل الطرفين.

### الباب الثالث

#### كيفية التطبيق

**المادة 4 :** يبادر في النشاطات المذكورة في المادة 3 أعلاه، بالتنسيق مع الهيآت المؤهلة من الجهات الوصية لكلا الطرفين.

**المادة 5:** يتفق الطرفان على تعيين فوج خاص مشترك، مكلف بتحديد الأعمال ذات الأهمية المشتركة، و الممكن تطبيقها سوياً، و اقتراح النشاطات المتعلقة بذلك، و القيام بمتابعتها و تقييمها.



تحدد القائمة الإسمية للفوج الخاص المشترك، بموجب مقرر بالإشتراك من قبل الطرفين الموقعين لهذه الإتفاقية.

يترأس الفوج الخاص مناصفة من قبل ممثلين على التوالي، معينين من كلا الطرفين.

**المادة 6 :** يجتمع الفوج في دورات عادية تنسيقية، حسب جدول محدد باتفاق مشترك. يمكن عقد دورات إستثنائية بطلب من أحد الطرفين.

**المادة 7 :** تدون نتائج مداورات الفوج الخاص المشترك في محاضر الدورات، و توقع هذه الأخيرة من طرف جميع الأعضاء الذين شاركوا في الجلسات.

**المادة 8 :** ترسل المحاضر إلى الجهات الوصية على التوالي لكلا الطرفين في آجال لا يتعدى خمسة عشر (15) يوما بعد عقد الإجتماع للمصادقة.

**المادة 9 :** يعتمد الفوج الخاص المشترك قانونه الداخلي خلال جلساته الأولى.

**المادة 10 :** قد يكون وضع حيز التنفيذ للنشاطات المذكورة في المادة 3 أعلاه و حسب الحالة، محل عقود بين الطرفين.

يتضمن العقد خصوصيات تتعلق بالأهداف المسطرة و كذا بإسهامات الطرفين على التوالي طبقا للقانون الساري المفعول.

## الباب الرابع

### السرية

**المادة 11 :** تسيير هذه الإتفاقية بالأحكام القانونية السارية المفعول في مجال حماية المعلومات و الوثائق و تأهيل مستخدمي كل طرف.

**المادة 12 :** تكتسي طابع السرية كل المعلومات أو المعطيات المتحصل عليها من قبل الطرفين أو المرسلة من طرف إلى آخر بمناسبة النشاطات الملتزم بها، و لا يمكن الإفصاح بها لطرف ثالث، إلا بموافقة مسبقة من الطرف الآخر.

**المادة 13 :** يخضع الطرفان للأحكام التشريعية و القانونية السارية المفعول في كل ما يخص النشر و الملكية الفكرية.

## الباب الخامس

### المسؤوليات

**المادة 14 :** يلتزم مستخدمو كل طرف مدعوون للمتابعة أو للقيام بنشاطات داخل هيأت الطرف الآخر، بإحترام نظامها الداخلي.

**المادة 15 :** تبقى الوسائل الموضوعة في تناول مستخدمي أحد الطرفين في إطار عقد خاص، ملكية للطرف الحائز على هذه الأجهزة، إلا في حالة تعبيره عن العكس. في حالة وقوع أضرار متعمدة مؤكدة، فإن الطرف الذي تسبب مستخدموه في ذلك، يتكفل بتعويض الأضرار الناجمة طبقا للقانون الساري المفعول.

**المادة 16 :** تقوم الكليات ، كلية العلوم الاقتصادية، علوم التسيير و العلوم التجارية ، كلية الحقوق و العلوم السياسية ، كلية اللغات الأجنبية و كلية علوم الطبيعة و الحياة بالمساعدة على تنفيذ برنامج التكوين بالمدرسة العليا للإدارة العسكرية / ن ع2. و إرسال قوائم الأساتذة للسنة الدراسية الموالية قبل 30 جوان من كل سنة.

**المادة 17 :** يجب أن يلتزم الأساتذة الذين يحظون بدعم من إدارة الكليات الأربع بالتدريس في المدرسة العليا للإدارة العسكرية / ن ع2 بإتمام البرنامج التكويني، و في حالة تعذر ذلك لأسباب مختلفة، يقوم عمداء الكليات المذكورة أعلاه باستبدالهم في أجل معقول.

**المادة 18 :** ما عدا العلاجات الإستعجالية، يضمن كلا الطرفين تأمين مستخدميهما في مجال الحوادث و الأمراض المهنية المتعلقة بتنفيذ النشاطات التي تتدرج في إطار هذه الإتفاقية.



## الباب السادس

### الفسخ

**المادة 19 :** يحتفظ كل طرف بحق فسخ هذه الإتفاقية، في حالة مخالفة الطرف الآخر للإلتزامات كما هو منصوص عنها في هذه الإتفاقية أو بتعليمة من الجهات الوصية للطرفين، بإشعاره كتابيا قبل ثلاثة (03) أشهر على الأقل.

**الباب 20 :** في حالة الفسخ، تبقى نشاطات التعاون الجارية التنفيذ مسيرة بالعقود الخاصة بها إلا إذا اتفق الطرفان على غير ذلك.

## الباب السابع

### حالات القوة القاهرة

**المادة 21 :** في حالة وقوع حادث موصوف بالقوة القاهرة و الذي يمنع تنفيذ النشاطات الملتزم بها في إطار هذه الإتفاقية، لا يمكن المطالبة بأي تعويض للطرف الذي تعرض للحادث. يفهم بالقوة القاهرة بالحدث الخارجي و غير المتوقع و الذي لا يقاوم في آن واحد.

## الباب الثامن

### النزاعات

**المادة 22 :** يتفق الطرفان و بالتراضي على تسوية كل نزاع أو خلاف قد ينجم خلال تنفيذ النشاطات المبادر بها في إطار هذه الإتفاقية.

## الباب التاسع

### الدخول حيز التنفيذ و الصلاحية و التجديد

**المادة 23 :** تدخل هذه الاتفاقية المحررة في خمس (05) نسخ أصلية باللغتين العربية و الفرنسية ، حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ توقيعها من قبل الطرفين. تبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول لمدة خمسة (05) سنوات.

**المادة 24 :** تجدد هذه الإتفاقية ضمنيا لمدة مماثلة و بنفس الألفاظ، ما لم يعبر أحد الطرفين أو الطرف الآخر كتابيا و بإشعار مسبق مدته ثلاثة (03) أشهر قبل إنقضاء مدة صلاحيتها، عن نيته في فسخها أو تعديلها.

حرر بوهران، بتاريخ : 2.2.2018

فائد المدرسة العليا للإدارة العسكرية / ن ع 2



إمضاء: العميد مفتاح حميد

رئيس جامعة جيلالي ليايس - سيدي بلعباس



مدير الجامعة  
الأستاذ: شاهد العربي